

DIRECTIVE ADMINISTRATIVE

D-017-D-1 ÉQUITÉ ET ÉDUCATION INCLUSIVE - PERSONNEL

Date d'émission : le 8 décembre 2010

Date de révision : le 24 mars 2022

Page 1 de 3

L'usage du masculin a pour but d'alléger le texte

1.0 OBJET

Le Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales s'efforce d'identifier et d'éliminer les préjugés discriminatoires et les obstacles systémiques susceptibles de limiter l'accès des personnes issues de différentes communautés à l'emploi, au mentorat, à la rétention et à la promotion du personnel, ainsi qu'à la planification de la relève, le cas échéant, dans le respect de ses droits confessionnels et linguistiques.

Le Conseil établit le cadre sur lequel reposera l'élaboration et la révision des politiques, programmes, directives administratives, lignes directrices et pratiques concernant le personnel. Ce cadre traitera notamment des points suivants :

- les éléments à considérer en rapport avec les principes d'équité et d'éducation inclusive dont, dans la mesure du possible et compte tenu des obligations du Conseil d'offrir une éducation de qualité, d'opérer des écoles sécuritaires et de respecter ses engagements contractuels envers ses employés, l'opportunité de favoriser l'embauche de membres du personnel qui reflètent la diversité de la clientèle du Conseil, permettant ainsi une meilleure compréhension de ses expériences;
- le processus à suivre afin d'identifier les modifications à apporter dont, notamment, la consultation des parties prenantes (*stakeholders*);
- le suivi à apporter afin d'évaluer l'impact de l'intégration des principes d'équité et d'éducation inclusive dans les politiques, programmes, lignes directrices et pratiques concernant le personnel;
- la fréquence de la révision.

2.0 LE LEADERSHIP COLLECTIF ET ENGAGÉ

Le Conseil outille les membres de son personnel et les conseillers scolaires afin qu'ils puissent exercer le leadership approprié en matière d'équité et d'éducation inclusive.

Le Conseil désigne une personne qui assure la liaison avec le ministère de l'Éducation et les autres conseils scolaires pour partager des informations sur les défis rencontrés, les ressources utilisées pour y faire face et les pratiques réussies mises en œuvre par le Conseil en matière d'intégration des principes d'équité et d'éducation inclusive.

3.0 LES RELATIONS COMMUNAUTAIRES DANS LE MILIEU SCOLAIRE

Dans le cadre de la mise sur pied ou de la revue de la structure de ses comités et partenariats, le Conseil considère la mobilisation des membres du personnel d'horizons différents, dans le respect de sa mission éducative religieuse et linguistique.

Le Conseil encourage les membres du personnel à participer activement à l'intégration des nouveaux arrivants (élèves et parents) afin que ceux-ci puissent contribuer à la vitalité du milieu scolaire et de la mission catholique et linguistique du Conseil.

4.0 LE CARACTÈRE INCLUSIF DU CURRICULUM ET DES PRATIQUES D'ÉVALUATION

Le Conseil encourage l'utilisation de stratégies d'enseignement efficaces qui reflètent la diversité des besoins et des cheminements de chaque élève.

Pour contribuer à la fiabilité et à la validité des évaluations et assurer que celles-ci permettent d'améliorer l'apprentissage des élèves, le Conseil encourage l'utilisation, par les enseignants, des stratégies d'évaluation décrites dans la section portant sur l'évaluation du rendement dans les programmes-cadres qui composent le curriculum.

5.0 ADAPTATIONS POUR MOTIFS RELIGIEUX

Tenant compte des droits du Conseil en matière de professionnalité en vertu des dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867*, de la *Charte canadienne des droits et libertés*, du *Code des droits de la personne de l'Ontario* et de la *Loi sur l'éducation*, le Conseil établit une procédure d'examen des demandes d'adaptation pour motifs religieux présentées par les membres du personnel. La procédure D017-F1 traite notamment des éléments suivants :

- les types de demande (liste non exhaustive) :
 - absence pour fêtes religieuses
 - prière
 - participation à des activités religieuses
 - tenue vestimentaire

- le moment où la demande doit être formulée
- le mode de transmission de la demande (formulaire D017-F2)
- la personne à qui la demande doit être transmise
- l'échéancier de traitement de la demande
- les paramètres à considérer (liste non exhaustive) :
 - impact sur la mission et les opérations du Conseil
 - impact sur les droits des autres
 - impact sur la santé et la sécurité des élèves
- le mode de transmission de la réponse à la demande d'adaptation
- le processus de révision de la décision

6.0 LE CLIMAT SCOLAIRE ET LA PRÉVENTION DE LA DISCRIMINATION ET DU HARCÈLEMENT

Le Conseil s'assure d'avoir en place des mécanismes permettant au personnel de signaler les cas de discrimination et de harcèlement et au Conseil d'intervenir rapidement. Ces mécanismes contiennent des dispositions à l'encontre des représailles.

7.0 L'APPRENTISSAGE PROFESSIONNEL

Dans l'optique de favoriser un système scolaire exempt de discrimination illégale, le Conseil offre aux membres de son personnel et aux conseillers scolaires la possibilité de participer à des séances de formation dont le contenu est en lien avec les principes d'équité et d'éducation inclusive.

8.0 LA RESPONSABILITÉ ET LA TRANSPARENCE

Dans son rapport annuel, la direction de l'éducation informe le ministère de l'Éducation des progrès accomplis en matière de mise en œuvre de la politique d'équité et d'éducation inclusive. Le rapport annuel spécifie dans quelle mesure et de quelle façon les principes d'équité et d'éducation inclusive ont été intégrés aux politiques et pratiques du conseil scolaire et fait par des progrès accomplis.